



Fondé en 2011, le CIRDIS s'inscrit dans la consolidation des acquis et le prolongement du travail de la *Chaire C.-A. Poissant de recherche sur la gouvernance et l'aide au développement*. Il se veut un carrefour de recherche, de réflexion, d'échange et de diffusion de la recherche sur les enjeux liés au développement international à partir d'une approche interdisciplinaire. Les activités du Centre sont regroupées en cinq axes :

→ AXE MISE EN VALEUR
DES RESSOURCES NATURELLES

→ AXE COOPÉRATION INTERNATIONALE

→ AXE DROITS HUMAINS

→ AXE MOUVEMENTS SOCIAUX
ET SOCIÉTÉ CIVILE

→ AXE GOUVERNANCE

POUR NOUS JOINDRE

Courriel : cirdis@uqam.ca
Téléphone : 514 987-3000, poste 6222 ou 2462

Université du Québec à Montréal
Faculté de science politique et de droit
400, rue Sainte-Catherine Est
Montréal (Québec) H2L 2C5

www.cirdis.uqam.ca

CIRDIS

Centre interdisciplinaire de recherche en développement international et société

UQÀM



CIRDIS

Centre interdisciplinaire de recherche en développement international et société

UQÀM

Le CIRDIS est un centre de recherche interdisciplinaire à l'UQAM qui regroupe des chercheurs-res provenant de divers départements et facultés dont sociologie, sciences juridiques, études urbaines et touristiques, géographie et science politique, en plus d'associer des collègues de plusieurs universités dont l'Université de Montréal, Concordia et Harvard.

Dans un contexte de complexification des enjeux qui relèvent du développement international, incluant la multiplication des nouveaux objectifs assignés aux politiques dites de développement (urgence, sécurité, défense, humanitaire), du nombre d'acteurs (privés et publics) et de leurs relations, au point de perdre une certaine lisibilité, le Centre vise à contribuer à l'approfondissement et au décloisonnement des connaissances sur les logiques et stratégies d'intervention (jeux des acteurs, rôles des institutions) et leurs impacts (économiques, politiques, environnementaux, sociaux et sur les droits humains).

Le CIRDIS privilégie le croisement des regards afin de faire dialoguer des chercheurs-res spécialisés-es dans des domaines d'intervention en lien avec des acteurs du terrain. Les chercheurs-res regroupés-es au sein du CIRDIS ont comme objectif de rendre plus rigoureuses les analyses scientifiques dans ce domaine et plus lisibles les transformations en cours pour le grand public et les intervenants concernés.

AXE MISE EN VALEUR DES RESSOURCES NATURELLES

Cet axe regroupe deux pôles de recherche complémentaires, l'un sur le secteur minier et l'autre sur le tourisme durable. Fort de l'expertise développée par le **Groupe de recherche sur les activités minières en Afrique (GRAMA)**, le Centre aborde l'impact de l'exploitation des ressources naturelles sur les communautés affectées, l'environnement, le développement économique et social à long terme, ainsi que les rôles et responsabilités des acteurs publics et privés, multilatéraux et bilatéraux. Les choix concernant la mise en valeur des ressources et du territoire sont souvent complexes, parfois complémentaires, parfois conflictuels. Cet axe s'attarde à éclairer les bases sur lesquelles ces choix se prennent et leurs implications.

AXE COOPÉRATION INTERNATIONALE

Les logiques d'intervention en matière d'aide et de coopération privilégient de plus en plus le court terme, voire l'urgence, ainsi que des approches parfois très segmentées et technicistes au nom de la recherche de résultats. Au même moment, les enjeux qui émergent se complexifient, nécessitant différents niveaux d'analyse qui impliquent une vaste gamme d'acteurs. De nouveaux bailleurs de fonds, bilatéraux et privés, amènent par ailleurs une présence et des façons de faire qui modifient les modèles de développement actuels et réduisent le monopole des bailleurs de fonds traditionnels. La multiplication et l'ampleur sans précédent des catastrophes environnementales et humanitaires posent la question de l'articulation des phases d'urgence humanitaire et de reconstruction/développement postcatastrophe. Ces transformations soulèvent des enjeux essentiels pour la pratique et la recherche auxquels le CIRDIS s'intéresse par l'analyse comparative des politiques de coopération.

La création de l'**Observatoire sur la coopération internationale** permet au CIRDIS d'opérer une veille des activités des acteurs du régime de l'aide et de les lier aux tendances actuelles.

AXE DROITS HUMAINS

Depuis l'adoption de la *Déclaration universelle des droits de l'homme*, on observe l'émergence d'un riche cadre normatif sur les droits humains touchant les enjeux de développement international (droits des femmes, droit à l'égalité, droits économiques, sociaux et culturels et enjeux autour du consentement préalable, libre et éclairé en matière d'exploitation des ressources). Cet axe se concentrera sur les enjeux relatifs aux personnes placées en situation de vulnérabilité (peuples autochtones, femmes, populations en contexte de conflit ou postconflit). Ces travaux sur les droits humains offrent des réflexions sur les modalités d'intégration et d'opérationnalisation des nouvelles normes dans les systèmes juridiques des pays dits en développement.

AXE MOUVEMENTS SOCIAUX ET SOCIÉTÉ CIVILE

La relation entre les politiques de développement et de coopération, d'une part, et les manifestations concrètes des dynamiques sociales concernant la participation et les identités, de l'autre, même si elle est souvent citée comme importante, est peu étudiée. Il s'agit de prendre en compte, à la fois, les dynamiques sociales des mouvements sociaux et de la société civile, et les enjeux de leur autonomisation, tant face à l'État que face aux grands bailleurs de fonds de l'aide au développement. Les thématiques d'intérêt pour cet axe comprennent les enjeux de la jeunesse, les mouvements urbains et la métropolisation, la démocratie locale et la participation, et plus spécifiquement, la participation des femmes et des groupes minoritaires.

AXE GOUVERNANCE

Cet axe a pour ambition d'étudier les modalités institutionnelles et les conditions sociales et culturelles entourant ces modalités qui peuvent favoriser la consolidation des États et de la démocratie, à savoir le respect des droits, une redistribution plus équitable des ressources et une participation populaire dans la prise de décision. Il s'agit, à travers une approche comparative, de saisir des processus micropolitiques et de les relier à l'action d'intervenants internationaux. Elle est indispensable à la compréhension de la dimension concrète de la gouvernance et des rapports de pouvoir initiés entre les acteurs locaux et globaux.